

"La CED sur la sellette" dans Die Welt (19 mai 1954)

Légende: Le 19 mai 1954, le quotidien allemand Die Welt s'interroge sur les risques et sur les conséquences d'un éventuel refus de la France de ratifier le traité portant création de la Communauté européenne de défense (CED).

Source: Die Welt. Unabhängige Tageszeitung. Hrsg. Schulte, Heinrich ; Herausgeber Zehrer, Hans. 19.05.1954, Nr. 115; 9. Jg. Hamburg: Die Welt. "EVG im Zwielight", auteur:Ahlers, Conrad , p. 3.

Copyright: (c) Traduction CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL: http://www.cvce.eu/obj/la_ced_sur_la_sellette_dans_die_welt_19_mai_1954-fr-c8c9168d-0252-496e-a600-f79bc9c92880.html



Date de dernière mise à jour: 06/07/2016

La CED sur la sellette

Par Conrad Ahlers

La France hésite depuis 1952

L'Indochine plus forte que l'Europe

De nouvelles solutions s'imposent

Pour l'heure, il n'y aura pas de débat en France sur la ratification du traité de la CED. On peut se demander s'il aura jamais lieu. Même les adeptes de la Communauté de défense estiment que, dans les circonstances actuelles, les chances d'obtenir une majorité à l'Assemblée nationale sont minimales. Ils laissent les choses suivre leur cours afin d'éviter à la France une défaite politique qui serait inévitable en cas de rejet de ce traité, né sous l'impulsion du gouvernement français.

C'est pourquoi il faut envisager l'éventualité d'un échec de la CED. On ne l'a pas fait jusqu'à présent, afin de ne pas dégager la France de sa responsabilité dans le destin de la Communauté de défense. Cependant, depuis mai 1952, lorsque le traité a été signé à Paris, la France ne cesse de se dérober à sa responsabilité en différant la ratification de mois en mois. Il y a trop longtemps maintenant que les Français se sont dupés eux-mêmes tout comme ils ont dupé le reste du monde et qu'ils empêchent par conséquent la recherche d'une solution de rechange.

Aujourd'hui, l'Occident prend conscience du fait que l'évolution malheureuse de la guerre d'Indochine porte le coup de grâce à la CED. La France cherche à se retirer dignement de la scène politique internationale sur les plans diplomatique et militaire, après avoir joué le rôle d'une grande puissance plus longtemps que ses forces le permettaient. À Genève, le ministre des Affaires étrangères, Bidault, doit négocier avec les Russes et les Chinois, qui considèrent la CED comme une alliance militaire dirigée contre l'Est. Dans les circonstances actuelles, une ratification verrait s'envoler l'espoir d'obtenir un accord sur l'Indochine.

Par ailleurs, la guerre dans la jungle a décimé l'armée de métier française. Elle manque désormais de cadres pour constituer les 14 divisions que le traité de la CED prévoit pour la France. À l'heure actuelle, la France ne pourrait en placer qu'à peine la moitié face aux 12 divisions allemandes prévues. D'où le refus de la France de prendre des engagements militaires qu'elle ne peut tenir.

À ces considérations objectives s'ajoutent depuis longtemps toute une série d'arguments subjectifs, qui ont poussé de plus en plus de Français dans le camp des opposants à la Communauté de défense. L'inquiétude vis-à-vis de l'Allemagne est telle que même les partisans de la CED ne sont disposés à la soutenir qu'avec des garanties en ce qui concerne ses fonctions de contrôle. D'autre part, l'idée de l'intégration européenne, pourtant née en France, n'a jamais eu le même retentissement dans ce pays qu'en Allemagne. Les Français rechignent à renoncer à la protection de l'État nation et à sa plus forte expression, l'armée nationale, pour s'engager dans un partenariat étroit avec l'Allemagne.

Renoncer à la CED signifierait pour l'Europe un espoir en moins. Son objectif était de garantir à la fois la sécurité et l'unité de l'Europe tout en réconciliant l'Allemagne et la France. Au lieu de cela, le débat de plus en plus virulent sur la Communauté de défense a sérieusement ébranlé les relations franco-allemandes. Il a retardé la constitution de troupes allemandes et a ainsi mis en danger la sécurité européenne.

En outre, l'échec de la CED ne signifierait pas seulement une défaite pour la France et pour l'idée européenne. Ce serait également la défaite des politiques allemande et américaine. Washington aussi bien que Bonn devraient procéder à un «examen douloureux» de leurs politiques étrangère et militaire, déjà évoqué par le ministre américain des Affaires étrangères en décembre dernier.

Compte tenu de la situation mondiale critique, cet examen ne visera pas à retirer les troupes américaines du territoire européen, pas plus qu'il ne sera question de renoncer à la mise en place de formations militaires

allemandes. Certes, il réduira l'intérêt idéaliste que les Américains ont porté jusqu'à présent au développement européen, mais il offrira à la politique américaine une plus grande liberté d'action. Jusqu'ici Washington avait soutenu rigidelement l'idée de la CED, ce qui l'avait empêché de s'adapter en temps utile à la nouvelle situation. En Allemagne, cet examen mettra l'accent davantage sur la question de la réunification que sur celle de l'intégration européenne.

Il n'y aura rien à craindre de ces conséquences si les peuples de l'Occident maintiennent une ligne de conduite politique commune. Renoncer à la CED permettrait à la France de libérer les forces qui plaident en faveur d'une coopération avec l'Allemagne en dehors du cadre de l'intégration européenne et qui, comme le maréchal Juin et une grande partie du corps des officiers ainsi que des partis français du centre et de droite, sont favorables à une participation allemande à la défense. Cette situation rallierait le SPD à l'idée d'une politique de défense et ouvrirait la voie à une politique étrangère commune entre le gouvernement et l'opposition.